

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

19 octobre 2018

PLFSS POUR 2019 - (N° 1297)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**AMENDEMENT**

N° 1223

présenté par  
M. Perrut

-----

**ARTICLE 33**

Compléter cet article par les trois alinéas suivants :

« IV – Par dérogation aux I et II du présent article, les contrats et les bulletins d’adhésion qui résultent d’une obligation déterminée par un des actes mentionnés à l’article L. 911-1 du code de la sécurité sociale continuent d’ouvrir droit au bénéfice des dispositions mentionnées au premier alinéa de l’article L. 871-1 du même code au plus tard jusqu’au 31 décembre 2021, dès lors qu’ils y ouvriraient droit à la date de publication de la présente loi.

« V – La perte de recettes pour les organismes de sécurité sociale est compensée à due concurrence par la majoration des droits mentionnés aux articles 575 et 575A du code général des impôts.

« VI. – La perte de recettes pour l’État est compensée à due concurrence par la création d’une taxe additionnelle aux droits mentionnés aux articles 575 et 575 A du code général des impôts ». »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

Le Gouvernement s’est engagé à améliorer l’accès aux soins de nos concitoyens en matière d’optique, de dentaire et d’audioprothèses. C’est l’enjeu du dispositif « zéro RAC » rebaptisé « 100 % santé » dont le principe est posé à l’article 33 du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019.

Si ce dispositif va dans le bon sens, notamment à l’endroit des populations les plus démunies, elle risque néanmoins de provoquer en l’état, des difficultés d’application. En effet, cette réforme se traduira nécessairement par des modifications de garanties dont le contenu n’est pas encore connu. Dès lors, il importe de donner le temps nécessaire aux entreprises concernées de mettre en conformité les actes fondateurs des régimes collectifs de frais de santé (accord collectif, DUE,

référendum), avec la nouvelle réglementation qui ne sera connue en toutes hypothèses, qu'au milieu de l'année 2019.

Or le projet de loi de financement de la sécurité sociale de 2019 ne prévoit, à ce stade, aucun délai de mise en conformité : l'ensemble des contrats et actes fondateurs devront être modifiés dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020, et ce a priori pour l'ensemble de la réforme « 100 % santé ».

C'est pourquoi cet amendement propose d'établir une période transitoire pour la mise en conformité des régimes collectifs de frais de santé avec la réforme du « 100 % santé », sans perte du bénéfice des exonérations sociales.